 Déclaration préalable au CTSD « constats de rentrée 2021 » du mardi 16 novembre 2021

Monsieur l’Inspecteur d’Académie,

Madame la Secrétaire Générale,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Ce comité technique de bilan de rentrée se tient après une longue première période de reprise qui a mis en évidence le déséquilibre du calendrier scolaire 2021/2022. Le calendrier scolaire étant l’objet d’intérêts divers et contradictoires, l’Unsa Education est consciente qu’il n’existe pas de solution idéale et consensuelle. Notre fédération exige que l’intérêt des élèves ne soit jamais perdu de vue et milite donc pour un rythme le plus proche possible de l’alternance régulière de 7 semaines de classes et 2 semaines de vacances, en évitant de placer les bornes de vacances en milieu de semaine. La dernière semaine, de trop, a vu exploser dans les écoles et les établissements les tensions, les faits d’ indiscipline et parfois les agressions envers les personnels de l’Education Nationale.

Au-delà du temps, ce sont surtout les conditions de travail des personnels qui, malgré le plaisir et l’envie de reprendre le chemin de l’école avec l’espoir d’une crise sanitaire derrière eux, reviennent au premier plan des préoccupations et des difficultés de ce début d’année. L’espoir d’un retour à la normale n’aura pas duré longtemps. La crainte exprimée par l’Unsa Education quant au caractère prématuré de l’allègement des protocoles sanitaires le 22 septembre s’est malheureusement révélée prémonitoire. Aujourd’hui, nous revenons au niveau 2 du protocole, au port du masque obligatoire et au non-brassage des élèves. Malgré un taux de vaccination en 2ème dose très élevé dans les Landes, le taux d’incidence est reparti à la hausse ces derniers jours… Des classes sont fermées à Linxe, Saint Perdon, Saint Paul lès Dax, Capbreton, Bénesse-Maremne, Tyrosse, Ondres, Habas… Une fois de plus les personnels se retrouvent à devoir composer en urgence à moyens constants. Les équipes vont devoir réhabituer les élèves à remettre le masque avec toute la difficulté que l’on connait pour réinstaller une contrainte supprimée. C’est aussi avec les familles qu’il faudra sans doute discuter pour faire accepter ce nouveau revirement de situation, car nombreuses ne mesurent peut-être pas que le masque reste à l’école le seul moyen de protection face à la contagion.

Il est urgent que le Ministère ait recours à des personnels titulaires via l’ouverture de la liste complémentaire ou à défaut aux contractuels COVID. La situation du remplacement, déjà très en tension avant les vacances d’automne, est devenue aujourd’hui inextricable. Des TR affectés sur des remplacements longs se retrouvent obligés de quitter leur classe au pied levé pour assurer des remplacements courts en urgence dans d’autres écoles. Ces injonctions mettent non seulement les collègues en désarroi et en difficulté mais montrent une fois de plus le non-respect du travail quotidien et de l’engagement de nos collègues par notre institution. Les responsables syndicaux élus et convoqués en instance par l’administration ne sont pas remplacés non plus. Les personnels sont pris dans un étau entre conscience professionnelle et culpabilité.

Pour l’Unsa Education, la qualité du service public d’éducation repose sur la reconnaissance et le respect de ses personnels et sur les moyens d’exercer leurs métiers. Comme nous l’avions dénoncé en CTSD de rentrée , les postes supprimés dans le 2nd degré et transformés en HSA mettent le système et ses personnels en tension. Dans notre département, le taux moyen d’HSA a augmenté de 1,12% sur l’ensemble du 2nd degré. Cela pourrait sembler peu… Mais sur de nombreux d’établissements landais, ce taux a explosé entre 5 et 8%. Ces suppressions de postes ajoutés à l’alourdissement des effectifs dans le 2nd degré et à la multiplication des services partagés sur plusieurs établissements sont le signe manifeste d’un mépris de la réalité des conditions d’enseignement pour les enseignants et d’apprentissage pour les élèves. La Réforme du lycée à marche forcée n’a pour effet que de précariser les personnels, de les soumettre à des adaptions et des réajustements permanents, par un pilotage à vue du diplôme du baccalauréat.

Les problèmes de non-remplacement touchent toutes les catégories de personnels : Au sein des PIALS, le manque d’AESH et l’explosion des notifications MDPH pour les élèves rendent impossible le remplacement en cas de congés maladie, entre autres… Les personnels administratifs et de Direction ne sont pas épargnés non plus par la dégradation des conditions de travail, et il devient difficile dans certains établissements de fonctionner, sans adjoint de direction, de gestion et/ou sans secrétaire…

Qu’ il s’agisse des enseignants, CPE, PSYEN, AESH ou AED, nous manquons clairement de personnels. Il est difficile voire impossible dans certaines disciplines de trouver les ressources humaines nécessaires pour assurer des remplacements, notamment en Anglais, SVT et Physique-Chimie… En clair, même là où les supports de postes existent, on ne trouve ni titulaire , ni TZR ni contractuels et on voit fleurir des offres d’emploi d’enseignants sur le site de Pôle Emploi… L’Unsa Education n’a eu de cesse de réclamer le recours aux listes complémentaires des concours… L’Unsa Education dénonce clairement la logique d’économie budgétaire, malgré l’enfumage médiatique ministériel. Depuis 4 ans, le 2nd degré perd des postes alors que la démographie augmente. Si le premier degré en gagne, du fait de la baisse démographique, les moyens sont absorbés essentiellement par le dédoublement en éducation prioritaire.

Au niveau des personnels administratifs et des personnels d’encadrement (Conseillers Pédagogiques, IEN…) la réduction du nombre des postes dans les Rectorats et les DSDEN, couplée à un accroissement des missions qui incombent à ces personnels est une difficulté grandissante. Le « travailler autrement avec moins de moyens » touche ses limites. Dans les EPLE, l’ épuisement des personnels administratifs, toutes catégories et missions confondues, avec une charge de travail qui augmente sans cesse, se fait sentir : gestion "indirecte" des PIAL et des AESH, attestations ASSEDIC des AED, relations avec les collectivités territoriales (en particulier avec la Région Nouvelle Aquitaine et la gestion des manuels scolaires...), dématérialisation des procédures, gestion des examens, inquiétude sur les moyens en personnels avec la réforme comptable…

Cette charge de travail en augmentation est accompagnée d'un sentiment de manque de reconnaissance de l'institution en général et de la hiérarchie directe parfois. La loi de la transformation publique modifie la compréhension du système pour les collègues et le rend encore plus opaque.

Ces éléments conduisent parfois à des relations professionnelles compliquées dans la chaine hiérarchique (entre secrétaires et adjoint-gestionnaires, secrétaires et chefs d'établissement mais aussi entre adjoints-gestionnaires et chefs d'établissement).

L’Unsa Education réclame des mesures d’envergure en termes d’indemnités et de requalification de postes pour rétablir une attractivité de tous les métiers de l’Education.

Respecter les personnels, c’est ne pas les réduire à une identité matricule. Notre ministère est aujourd’hui clairement sous-administré et sous-encadré. Les personnels sont isolés, avec la perte des compétences des commissions paritaires. La gestion humaine des ressources tant attendue et tant mise en avant par notre Ministère est un miroir aux alouettes.

L’Unsa Education des Landes reste attachée à un dialogue social de qualité mais celui-ci ne pourra être réel que s’il est partagé à tous les niveaux du territoire. A l’UNSA Education, nous pensons que le dialogue social contribue pleinement à la réussite du service public d’éducation, s’il entend les attentes et les propositions de celles et ceux qui le font vivre, s’il rapproche les points de vue et permet de nouer des compromis. Pour l’UNSA Education, dans une société toujours plus sous tension, face aux défis qui s’ajoutent et s’intensifient, l’état employeur ne doit pas percevoir le dialogue social comme un problème mais comme une solution.

Pour l’Unsa Education des Landes

Anne-Marie DARTHOS Mathilde GAILLARD Sophie MERCADAL Christophe NOWACZECK